

# Révolutions du monde arabe : le fascinant « laboratoire » de la nouvelle Tunisie

Un entretien avec Tewfik Allal

**Tewfik Allal** est le président de l'association intitulée « Manifeste des Libertés »<sup>1</sup>

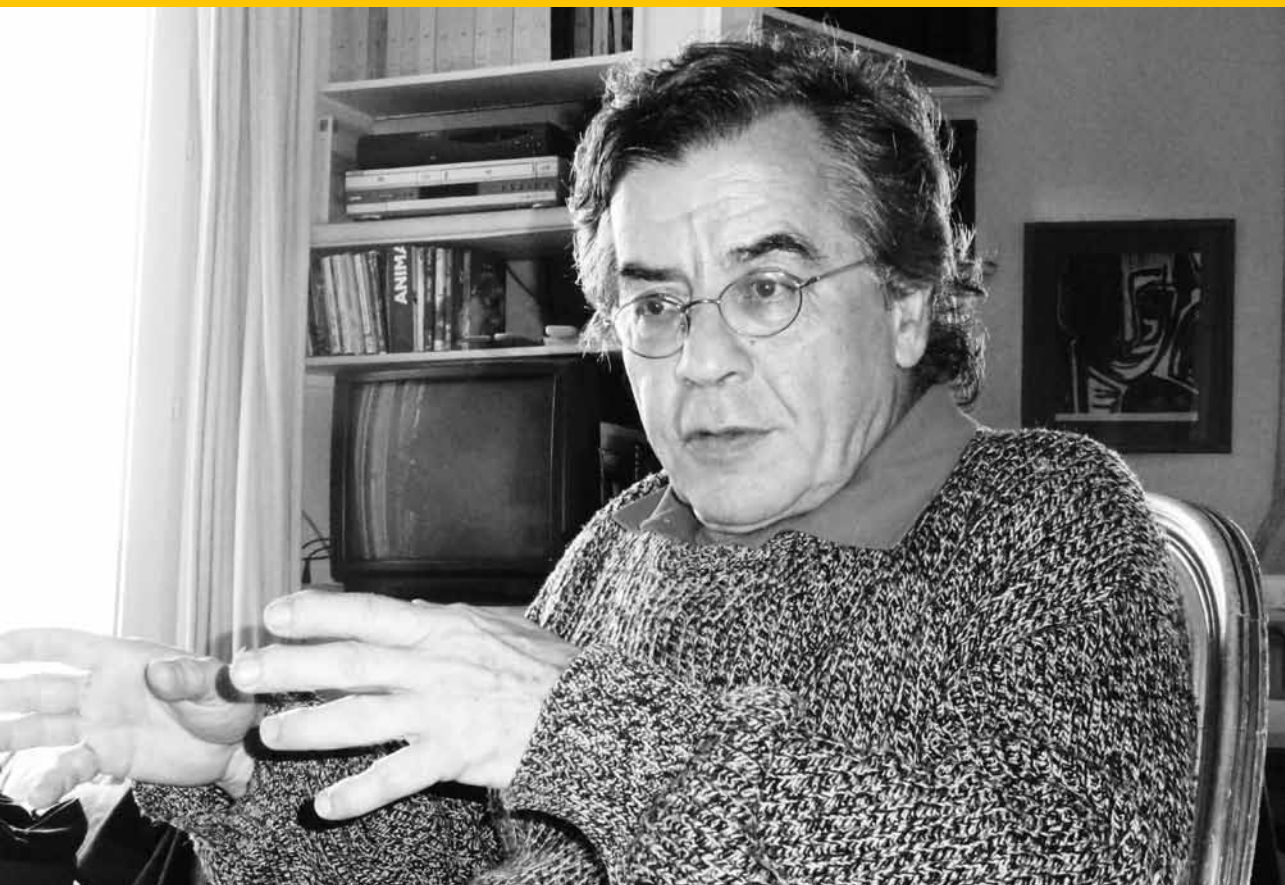
**Diasporiques :** Cher Tewfik Allal, nous sommes évidemment très nombreux à être bouleversés par ce qui se passe en ce moment de l'autre côté de la Méditerranée. Nous sommes d'abord et avant tout éblouis par l'évolution de la Tunisie et, on peut en tout cas l'espérer, également par celle de l'Égypte, et nous sommes fascinés par ce qui porte prioritairement le mouvement révolutionnaire dans ces deux pays et dans ceux qui tentent de suivre leur exemple : l'aspiration à la liberté. C'est de cette aspiration fondamentale que vous aviez à si juste titre fait l'objectif premier et prémonitoire du Manifeste que vous avez publié dès l'année 2004, le merveilleusement nommé « Manifeste des libertés ». Mais nous sommes aussi bien sûr bouleversés, dans l'autre sens du terme, par l'impitoyable répression que l'on constate ailleurs, par exemple en Syrie, et dont on peut se demander, compte tenu de la différence des forces en présence, si elle est véritablement « résistible ».

**Tewfik Allal :** Merci de souligner la convergence profonde entre l'idéologie du Manifeste et ce qui inspire les soulèvements révolutionnaires auxquels nous assistons aujourd'hui dans les pays du monde arabe. Permettez-moi d'abord de rappeler que notre première manifestation en tant qu'association portait sur le thème de l'égalité entre les femmes et les hommes, dont l'affirmation nous semblait être le levier de tout le reste. Et, de ce point de vue, un organisme à vocation transnationale comme le « Manifeste des libertés » ne pouvait que trouver une source d'inspiration et de confirmation de ses hypothèses dans le modèle tunisien, avant même que les événements actuels ne confortent cette option.

## LA CLEF TUNISIENNE

**D. :** Vous êtes très attentif, je le constate, à ce qui se passe actuellement en Tunisie où, en quelque sorte, les faits se mettent en concordance avec vos hypothèses ?

<sup>1</sup> www.manifeste.org



**T.A.** : Bien sûr ! La Tunisie donne l'exemple, dans le droit fil de ce qu'elle a toujours fait depuis des décennies. Ainsi peut-on légitimement critiquer l'autocrate qu'était Bourguiba mais on ne peut que reconnaître qu'il a créé un système d'éducation nationale performant et qui, en trois générations, a constitué une authentique force de frappe intellectuelle (où les femmes jouent un rôle de premier plan).

**D** : Que vous inspire donc la situation actuelle en Tunisie mais aussi en Égypte et ailleurs ?

**T.A.** : Nous avons toujours quant à nous récusé l'alternative mortifère,

qu'on tente de nous imposer, entre dictature et islamisme, et cela contrairement à la position de la plupart des pays occidentaux qui, refusant l'islamisme, ont eu toutes les complaisances en faveur des dictatures. Ce qui a été très frappant en Tunisie c'est que les quatre principaux courants : libéral, de gauche, nationaliste et religieux ont réussi à surmonter leurs divergences en exprimant des exigences communes : au-delà du pain et de la justice, le respect des libertés et de l'État de droit.

**D** : Pour être un peu provocant, on peut néanmoins se demander si cette union n'est pas essentiellement tactique : n'est-elle pas la résultante

---

« La Tunisie donne l'exemple, dans le droit fil de ce qu'elle a toujours fait depuis des décennies ».



« Vous noterez au passage que le mot *dégage* est devenu un mot arabe ! »

temporaire du fait que tout ce mouvement a été entraîné par la jeunesse et que la jeunesse ne s'est reconnue dans aucune des quatre tendances que vous avez évoquées ?

**T.A.** : C'est effectivement la jeunesse qui a introduit une véritable rupture par rapport à la situation antérieure. Et il faut bien reconnaître en particulier que, même à gauche, on n'avait pas suffisamment travaillé les thématiques qu'elle a mises en valeur. Par exemple l'exigence immédiate, *hic et nunc*, de liberté. Le message est clair : nous n'attendrons pas la construction d'un nouvel État démocratique ou encore l'avènement du socialisme pour obtenir ce que nous revendiquons, la liberté nous la voulons maintenant ! Et nous construirons le reste quand nous aurons gain de cause en la matière ! La réponse à votre question résulte de ce constat : chacun des quatre courants politiques que j'ai évoqués s'est parfaitement rendu compte qu'il ne détenait pas à lui seul

les clés d'une alternative politique et que celui qui aurait eu l'outrecuidance de dire « c'est moi qui... »... était mort !

**D.** : Ils ont donc eu conscience que la période était véritablement révolutionnaire...

**T.A.** : ... et comme aucun d'eux n'était à proprement parler d'essence révolutionnaire, ils ne pouvaient que s'aligner les uns comme les autres sur les exigences venues du peuple, de sa jeunesse et, plus spécifiquement encore s'agissant de la Tunisie, des habitants du Sud, c'est-à-dire de l'arrière-pays. C'est dans ces milieux très populaires que le mouvement s'est constitué, s'est amplifié et qu'à partir de là il a gagné les faubourgs et les villes, qu'il s'est étendu à la petite bourgeoisie, aux classes moyennes, puis à l'ensemble de la nation. Nous avons eu affaire à une véritable révolution démocratique, patriotique et nationale, entraînée par le double mot d'ordre : « Tunisie libre, Ben Ali, dégage ! ». Vous noterez au passage que le mot « dégage » est devenu un mot arabe !

**D.** : Juste retour des choses pour nous qui avons emprunté tant de mots à la langue arabe<sup>2</sup> !

## ET L'ÉGYPTE ?

**D.** : Compte tenu du tableau très clair que vous venez de dresser, la Tunisie, dans son impressionnante évolution, semble aujourd'hui en quelque sorte se détacher du monde arabe. Quid alors de l'Égypte, qui a suivi le mouvement, qui a aussi vécu une période d'extrême courage, mais dont

<sup>2</sup> On en trouvera une liste en exergue de l'entretien que nous a accordé Jack Ralite dans le précédent numéro de *Diasporiques* (n°13, mars 2011), p. 6.

on a néanmoins le sentiment qu'elle n'est pas encore parvenue au même niveau d'élaboration collective et démocratique que la Tunisie ?

**T.A. :** On a dit à juste titre qu'il y avait quelque chose de commun entre ce qui s'est passé en Tunisie et en Égypte mais il est clair qu'il y a aussi des différences ou, si l'on préfère, des spécificités de part et d'autre. Avant même que n'éclate le mouvement révolutionnaire actuel il y avait quand même en Tunisie, en l'absence de tout « parti de la révolution », une forte organisation syndicale, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) qui a été partie prenante de tous les mouvements de protestation annonciateurs de la suite. Notez qu'il ne s'agissait ni de l'université ni de la mosquée ! Après l'événement déclencheur de Sidi Bouzid<sup>3</sup>, ses cadres locaux et régionaux – la tête de l'organisation syndicale était évidemment inféodée au pouvoir, mais pas lesdits cadres – ont joué un rôle mobilisateur essentiel (un peu à l'image de ce qu'avait été le rôle de *Solidarnosc* en Pologne). L'Égypte, elle, ne disposait à ma connaissance d'aucune organisation analogue susceptible de cristalliser le mouvement et de lui donner la même ampleur sociale qu'en Tunisie.

**D. :** La Tunisie est donc bien aujourd'hui une avant-garde du monde arabe mais, encore une fois, que penser du devenir des autres pays et en particulier de l'Égypte dont vous venez d'évoquer le parallèle mais aussi des différences avec la Tunisie ?

**T.A. :** Une véritable ferveur a accompagné le soulèvement tunisien. Nous

## Le Manifeste des libertés

**D. :** La publication de ce manifeste, il y a quelque sept ans, avait frappé par l'originalité et la vivacité des principes fondamentaux qui motivaient ses auteurs, « liés, disiez-vous, par [leurs] histoires singulières, et de différentes manières, à l'islam, et ayant pris la mesure des graves crises qui le traversent »...

**T.A. :** En fait il s'agissait, de la part des promoteurs de ce texte, d'un pari : celui de la capacité mobilisatrice du concept de liberté. Nous disions à cette fin que « si le principe général de [nos] engagements est que la démocratie est l'institution du politique, nous savons que sa réalisation ne peut se décréter [...] mais [qu'elle] résulte d'une action transformatrice critique et inventive. Elle doit toucher les structures internes de l'islam et modifier les rapports à ses bords géopolitiques. D'une manière non exhaustive, nous soutenons que cette action doit viser, en priorité, à libérer la pensée et la politique de la théologie, libération dont l'État laïque est l'expression institutionnelle : à affirmer l'égalité de droit et de fait des femmes et des hommes, qui, dans la situation actuelle de l'islam, constitue le passage obligé pour tout processus laïque et démocratique ; à lutter contre toutes les formes de racisme et d'antisémitisme : à combattre les discriminations qui affectent les minorités identifiées par leur culture, leur religion ou leur orientation sexuelle. »

avons pu le constater nous-mêmes au travers de tous les réseaux auxquels nous sommes affiliés. Le monde arabe était conscient que quelque chose d'une importance et d'une gravité exceptionnelle était en train de se dérouler dans ce pays. Et c'est ainsi qu'est née ici et là l'idée qu'il n'était pas impossible de faire quelque chose contre les dictatures. Ce fut le cas en Égypte, et aussi en Algérie mais pas avec la même intensité...

**D. :** Pourquoi à votre avis cette différence entre l'Égypte et l'Algérie ? L'armée joue bien dans les deux pays un rôle analogue ?

<sup>3</sup> Rappelons que le jeune Mohamed Bouazizi s'était immolé par le feu, le 17 décembre 2010, devant les bureaux du gouverneur de Sidi Bouzid (à 260 km de Tunis), pour protester contre la saisie musclée par la police des fruits et légumes qu'il vendait sans permis pour faire vivre les siens.

**T.A.** : L'hypernationalisme de l'armée algérienne lui confère de fait une capacité extrême de blocage, à la différence de ce qui s'est passé en Égypte où l'armée a une histoire différente : héritière du nassérisme, elle a été fortement influencée dans son évolution par son rôle de fait de « gendarme du Proche-Orient », soutenue en cela par les puissances occidentales et notamment par les États-Unis d'Amérique – une position qui a été de surcroît confortée par le fameux discours d'ouverture au monde arabe du président Obama en juin 2009, un discours prononcé au Caire, et ce n'est pas un hasard.

**D.** : L'armée égyptienne a donc autorisé cette aspiration à la liberté, portée en particulier par la jeunesse, contrairement à ce qui s'est passé en Algérie ?

**T.A.** : Exactement ! Elle n'avait pas les mêmes raisons historiques et culturelles de s'y opposer. Elle a eu la même intelligence que l'armée tunisienne en décidant que, si on lui demandait de tirer sur le peuple, elle ne le ferait pas.

### **LE RESTE DU MAGHREB PRÉSENT MAIS AU RALENTI**

**D.** : J'en reviens ma question : est-ce que la Tunisie et l'Égypte sont seules en situation de faire exception par rapport à l'évolution globale du monde arabe ?

**T.A.** : Je ne le pense pas, même si la situation est formellement différente dans les autres pays. Ainsi, au Maroc, ce sont à peu près les mêmes revendications qui se sont

exprimées fin février, au premier rang desquelles les exigences de liberté et d'établissement d'un véritable État de droit par une Assemblée Constituante.

**D.** : Le roi du Maroc a-t-il accepté tout cela ?

**T.A.** : Il n'avait aucune raison sérieuse de le refuser. Il n'est pas question dans les milieux révolutionnaires de remettre en question la monarchie en tant que symbole de l'unité du pays. Mais ce n'est pas le roi qui doit gouverner car c'est le peuple qui est dépositaire de la souveraineté.

**D.** : La situation du Maroc semble aujourd'hui assez paisible, on n'y constate apparemment pas de violence répressive.

**T.A.** : C'est exact ! Une situation qui diffère singulièrement de celle de son grand voisin l'Algérie. À la suite des événements tragiques d'octobre 1988<sup>4</sup>, ce pays a connu des tentatives de transition démocratique, venues « d'en haut ». Les groupes dirigeants ont consenti à quelques modifications dans l'exercice du pouvoir mais il n'y a pas eu de changement fondamental, d'ordre révolutionnaire<sup>5</sup>. Et tout cela a abouti en fait à ce que se produisent dans ce pays, en 2010, quelque 9 000 soulèvements de plus ou moins grande ampleur !

**D.** : Pourquoi les événements de Tunisie n'ont-ils pas entraîné un regain de ces protestations ?

**T.A.** : Ce regain a eu lieu, accompagné d'immolations. Mais il ne faut pas oublier le souvenir cuisant de la

<sup>4</sup> Un soulèvement populaire massif, durement réprimé par l'armée, qu'on peut considérer comme une première ébauche de ce qui se passe aujourd'hui.

<sup>5</sup> À noter qu'à peu près au même moment, en Tunisie, Ben Ali a succédé à Bourguiba et qu'il a appelé en particulier la gauche au pouvoir ; on sait hélas ce qu'il en est advenu ! Il y a eu de même un peu plus tard, au Maroc, des tentatives de transition au cours desquelles la gauche et même l'extrême gauche (Abraham Serfaty) ont été appelées à participer au pouvoir.



répression des événements de 1988 et de ses suites qui a fait, au fil des ans, pas moins de 200 000 morts ! On ne part pas la fleur au fusil dans ces conditions ! Je constate toutefois que, dans le contexte des soulèvements que je viens d'évoquer, il se produit à bas bruit une évolution sensible, qui va même assez vite et qui témoigne de la volonté de prendre distance par rapport à toutes les structures politiques qui ont fonctionné durant cette guerre civile, même celles de l'opposition. Des réseaux se créent, un syndicalisme nouveau apparaît.

**D.** : Si je vous suis bien, on pourrait dire que l'Algérie est aujourd'hui dans une sorte d'attente évolutive...

**T.A.** : Oui, le couvercle tient encore sur la marmite, mais pour combien de temps ?

## DE GRANDES INQUIÉTUDES À L'EST

**T.A.** : Il faut dire aussi un mot du Yémen, de la Libye, de la Syrie, de Barhein. Barhein qui pose en particulier la redoutable question des minorités puisque cet État comporte 70 % de musulmans chiïtes et que son pouvoir est accaparé depuis des lustres par quelques familles sunnites. On peut avoir les plus grandes craintes sur l'évolution immédiate des conflits qui ont éclaté dans ces pays et qui sont de même nature que ceux qui ont entraîné une évolution radicale de la Tunisie et de l'Égypte. La répression y est en effet massive et violente et il y a une disproportion évidente entre les forces en présence. Et l'on ne peut pas ne pas noter que les dictatures qui détiennent le pouvoir dans ces pays sont également détentrices de



PHOTO NELLY TRUMEL

fortunes colossales qui leur donnent des moyens d'action considérables.

**D.** : C'était aussi le cas de Ben Ali et de Moubarak dont l'intensité de la cupidité a stupéfié quand on l'a découverte.

**T.A.** : Mais ce n'était pas le cas d'un Nasser ou d'un Bourguiba qui, détenteurs eux aussi d'un pouvoir autoritaire quasi absolu, ne s'en sont pas servis comme source d'enrichissement personnel mais bien dans la perspective idéologique et politique qui était la leur. Tandis que dans les pays que nous évoquons, il y a aujourd'hui confusion entre confiscation violente du pouvoir et affairisme. Et je pense en particulier à la rente pétrolière et à toutes ses implications internationales. Et aussi à la corruption, à la constitution de milices, de réseaux de mercenaires, etc.

**D.** : Compte tenu de tous ces éléments et bien que vous n'avez pas de boule de cristal, comment voyez-vous l'avenir à l'est du Maghreb ?

---

Paris, 15 janvier 2011, manifestation de solidarité le lendemain de la chute de Ben Ali en Tunisie.



PHOTO X.

### Dans les rues de Tunis

**T.A.** : Dans le cas de la Libye nous avons affaire à une véritable tragédie. Contrairement à ce qui s'est passé en Tunisie, les insurgés libyens ont dû entrer dans le jeu d'une militarisation à laquelle ils n'étaient pas préparés. Il ne s'agit donc plus d'une révolution démocratique et pacifique mais bien d'une confrontation armée entraînant de la part des responsables du soulèvement un appel à l'Organisation des Nations Unies et l'intervention de forces armées étrangères. Il faut aider les Libyens à prendre leurs distances par rapport à cette logique militariste, de guerre civile.

**D** : Mais pourquoi parlez-vous de logique militariste puisque ce combat a été imposé aux opposants du régime ?

**T.A.** : Je veux simplement dire qu'il y a contradiction – et c'est pour cela que je parle de tragédie – entre le caractère fondamentalement non-violent

de l'insurrection et la contrainte qui lui est imposée d'entrer elle-même dans le cycle de la violence. Le risque quasi inévitable est celui d'un chaos de longue durée.

**D.** : Et quid de la Syrie ?

**T.A.** : Le régime dictatorial qui y sévit montre sans ambiguïté que son chef, comme naguère son père, est décidé à écraser dans le sang toute tentative de remise en question. Et nous voyons hélas avec horreur qu'il n'hésite pas à le faire ! La seule possibilité réelle d'évolution viendrait d'un retournement...

**D.** : ... de l'armée ?

**T.A.** : Oui, de l'armée mais aussi et avant tout du parti Baas, qui joue un rôle central d'appui au pouvoir d'Hafed El-Assad. Son implosion n'est pas exclue, mais il ne faut pas y compter dans l'immédiat. Les militants sy-

riens sont décidés à attendre le temps qu'il faudra en maintenant le caractère non-violent de leur soulèvement et en refusant délibérément de se laisser entraîner, comme en Lybie, dans le cycle de la pure violence.

**D.** : Et si je comprends bien ce que vous disiez vous regrettez d'une certaine façon que le mouvement libyen ait été contraint, lui, de troquer la non-violence pour la violence...

**T.A.** : Oui, même si c'est un choix difficile et qui implique beaucoup de sacrifices, je crois en la suprématie du choix dominant qui a été fait – en particulier par la jeunesse – dans les pays du monde arabe : celui d'une passion conjointe pour la liberté et pour la non-violence. C'est la seule façon d'échapper au piège que certains voudraient refermer sur ce mouvement impressionnant de courage et de dignité. Mais ses acteurs sont bien avertis de ce risque de dévoiement et pour la plupart déterminés à maintenir le cap exemplaire, et à ce jour inédit dans le monde arabe, qu'ils se sont fixé.

## **DES INTERROGATIONS DANS LES PAYS-PHARES**

**D.** : Peut-on espérer de la part des courants religieux l'acceptation d'une règle commune d'organisation sociale qu'ils considéreraient comme compatible avec leur foi ?

**T.A.** : J'ai déjà donné une première réponse, que je qualifierais volontiers de réaliste à cette question. Les courants religieux savent parfaitement qu'ils auraient tout à perdre s'ils tentaient de s'imposer comme seuls



porteurs des réformes exigées par les soulèvements révolutionnaires en cours. Mais j'ajouterai aussi que ceux des mouvements religieux qui ont la volonté de s'inscrire dans une organisation démocratique de la société ont su profiter des expériences contradictoires qui, au cours des dernières décennies, ont marqué l'évolution politique progressive de pays comme, aux deux extrêmes de la gamme, l'Iran et la Tunisie. La grande erreur serait évidemment de les amalgamer avec les extrémistes. Un grand travail de réflexion a été entrepris au sein de ces organisations et il a donné lieu à des échanges nourris sur divers sujets de controverse : la situation des femmes, le statut des minorités religieuses, etc. La situation actuelle est en fait exactement aux antipodes de ce que pensent et prônent les extrémismes !

**D.** : Vous ne voyez donc pas de risque de glissement vers des sociétés bâties sur le modèle iranien ?

**T.A.** : Très sincèrement, non ! La Tunisie – toujours elle ! – va même

---

« Je crois en la suprématie du choix dominant qui a été fait en particulier par la jeunesse : celui d'une passion conjointe pour la liberté et pour la non-violence ».



très loin dans l'autre sens puisque la séparation de la sphère religieuse et des affaires politiques est formellement inscrite dans le projet qui sera soumis à la future Constituante...

**D.** : On pourrait donc aller, dans ce pays, jusqu'à parler de laïcité, même s'il ne s'agit pas à proprement parler d'une laïcité « à la française » ?

**T.A.** : Oui, on peut le faire ! Certains – les organisations féministes bien sûr mais pas seulement elles – estiment que l'accès des femmes à une égalité de droit et de fait avec les hommes passe par là, de même que la nécessaire révision de l'organisation de la justice dans le sens de son indépendance. Il faut toutefois avoir conscience que les pays actuellement en pointe dans le mouvement révolutionnaire arabe sont malheureusement des pays dont les ressources économiques sont très faibles. Pour la Tunisie il s'agit essentiellement du tourisme et pour l'Égypte du tourisme et aussi de l'aide américaine en raison de « son rôle de gendarme du Proche-Orient ». Lorsqu'en Europe l'Espagne, le Portugal, l'Italie ou la Grèce sont sortis de leur période fasciste, ces pays ont pu se retourner vers leurs voisins et prendre appui sur leur puissance économique. Il n'existe malheureusement rien d'équivalent pour les deux têtes de pont de la révolution culturelle arabe en cours. Leur seul véritable espoir de s'en sortir à long terme repose, bien sûr, sur les solidarités régionales, mais aussi, à court terme, sur l'aide que peuvent leur apporter les pays les plus riches de la planète. C'est bien ce que semble avoir décidé de faire le dernier G8, lors de sa réunion à Paris

courant mai 2011, en leur consentant des prêts pluriannuels. Il s'agit là d'un hommage appuyé et ô combien légitime aux premières réalisations de ces deux pays, mais il faudrait faire plus.

Je voudrais, pour ma part, dire en particulier mon admiration pour trois des premières décisions de la nouvelle Tunisie : son adhésion aux conventions internationales relatives à l'abolition de la peine de mort, à la lutte contre la torture et à la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, l'établissement de la parité dans les listes de candidatures à l'élection de l'Assemblée Constituante et l'accueil massif des réfugiés libyens. Et souligner quel merveilleux soutien moral et quelle fierté cela représente pour ceux qu'on appelle ici « les jeunes issus de l'immigration » : ils sont désormais porteurs, eux aussi, d'un message de liberté, de dignité et de non-violence. Tout cela est vraiment de bon augure pour l'avenir. ☺